

# Quel rôle de l'investissement public dans la relance économique post crise au Maroc ?

## What role of public investment in post-crisis economic recovery in Morocco?

Abderrahim TMIQ <sup>1</sup>

Noureddine ABDELBAKI <sup>2</sup>

### Résumé :

Pour relancer leurs économies suites aux conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire liée à la Covid-19, les pays ont mis en place des plans de relance axé sur l'investissement. Cet article se propose de présenter une revue de littérature du rôle de l'instrument de la politique budgétaire, en particulier les dépenses publiques d'investissement, dans la relance économique en période de crise. Ensuite, il aborde la littérature traitant l'impact positif et négatif de l'investissement public sur la croissance économique. Enfin, l'article clôt avec la présentation de l'investissement public au Maroc et ses effets sur l'économie.

**Mots-clés** : Investissement public, Relance économique, Croissance économique

### Abstract

To revive their economies following the economic and social consequences of the health crisis linked to Covid-19, many countries have put in place recovery plans focused on investment. This article proposes to present a literature review of the role of the instrument of fiscal policy, in particular public investment expenditure, in economic recovery in times of crisis. Then, it discusses the literature dealing with the positive and negative impact of public investment on economic growth. Finally, the article closes with the presentation of public investment in Morocco and its effects on the economy.

**Key words** : Public investment, Economic recovery, Economic growth

---

<sup>1</sup> Doctorant chercheur École Nationale de Commerce et de Gestion – Kénitra Université Ibn Tofail Maroc  
Abderrahim.tmiq@uit.ac.ma

<sup>2</sup> Professeur chercheur École Nationale de Commerce et de Gestion – Kénitra Université Ibn Tofail Maroc  
Noureddine.abdelbaki@uit.ac.ma

## INTRODUCTION

Les crises financières et économiques successives que connaît le monde ces 20 dernières années ont marqué le recours, aussi bien par les économies émergentes et développées que les économies en voie de développement, à la politique budgétaire comme instrument de régulation et de stabilisation conjoncturelle. En 2008, la crise des subprimes qui a secoué la sphère financière a incité les pays à intervenir avec des sommes d'argent importantes afin d'éviter la transformation de cette crise en crise économique et engendrer une récession comme en 1929. Dix ans après, en 2020, le monde s'est trouvé en face d'une nouvelle crise économique et sociale sans précédent qui a fait suite à la crise sanitaire liée à la propagation du virus de la Covid-19, et aucun pays n'a été épargné de ses conséquences économiques exceptionnelles. Le Maroc a connu une chute de son PIB de 7,9%. La chute du PIB a atteint près de 10% en Angleterre et en Italie, deux pays durement touchés par la Covid-19, 3,5% et 5% aux États-Unis et en Allemagne, les moins touchés par cette crise. Seulement la Chine, parmi les grandes puissances économiques, qui a enregistré une croissance positive de plus de 2% en 2020.

Suite à cette crise sans précédent qui est venue s'ajouter à un contexte économique international déjà hostile et instable à cause de la guerre commerciale entre les deux grandes puissances mondiales (États-Unis et Chine) et la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne (Brexit), des plans eux-mêmes sans précédent ont été mis en place. Les pays ont fait appel à l'instrument de la politique budgétaire pour stabiliser leurs économies et leurs donner un nouveau souffle.

Dans ce contexte, et pour répondre à une situation économique particulière, de nombreux pays ont mis en place, à différents niveaux, des mesures nationales et infranationales, et des plans de relance importants axés sur les investissements publics et dont l'ampleur est d'ores et déjà beaucoup plus vaste qu'en 2008. En effet, le Sénat aux États-Unis a approuvé, au lendemain du début de la crise sanitaire (mars 2020), le grand plan de relance dans l'histoire du pays d'un montant global de 2.200 MM\$<sup>3</sup>, ce qui représente 24 points de PIB de 2019 de dépenses publiques supplémentaires (Aurissergues et al. 2021). L'Union Européenne a mis en place un fonds spécial<sup>4</sup> doté d'une enveloppe budgétaire de 750 MM€ ayant pour objectif la stimulation de la croissance économique via l'investissement public et l'aide à l'investissement

---

<sup>3</sup> Plusieurs autres plans ont été adoptés aussi bien sous l'ancien président D. Trump que l'actuel président Biden. Mais Ce stimulus de 2.200 MM\$ dénommé « Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act (CARES Act) » est le plus grand dans l'histoire américain.

<sup>4</sup> Il s'agit du fonds NextGenerationEU (NGEU). Pour pouvoir bénéficier de subventions et de prêts, les gouvernements nationaux ont dû soumettre des « plans nationaux pour la reprise et la résilience (PNRR) » détaillant leurs projets en matière d'investissements et de réformes

privé.

Au Maroc un pacte national pour la relance économique d'un montant de 120 MMDH a été annoncé par le gouvernement visant l'accompagnement d'un redémarrage progressif de l'activité économique nationale post Covid-19, sous forme d'injection de liquidité dans l'économie nationale de l'ordre de 120 MMDH, dont 75 MMDH, sous format de crédits garantis par l'État et 45 MMDH affectés au Fonds Mohammed VI pour l'investissement (MEF, 2020).

En plus d'assouplissement des contraintes sanitaires, via l'accès à la vaccination et l'aide au secteur de la santé, le recours à ce plan de relance et de soutien aux différents secteurs est justifié. En effet, au-delà de son objectif à court terme, ce plan se dote d'un objectif à long-terme qui fait le pari sur l'investissement public. Ce dernier revêt une importance cruciale dans la création de l'emploi et des revenus, et par conséquent, la stimulation de la croissance économique et le développement social des pays (Barro, 1990). Ainsi, « l'investissement public est dans un premier temps une dépense qui apporte des débouchés de production aux entreprises (choc de demande positif), ce qui permet de relancer à court terme l'économie. Mais, à moyen et long terme, cette dépense productive est également capable d'accroître la productivité des moyens de production privée (choc d'offre positif) si les projets d'investissement public sont bien sélectionnés (par exemple, la formation, la recherche et les infrastructures) » (Le Garrec et al. 2021).

La volonté de faire de l'investissement public un levier de croissance économique au Maroc et un gain de productivité et de création d'emploi remonte à plusieurs années. Au cours des dix dernières années, l'effort d'investissement public a atteint en moyenne 32,2% du PIB contre 25,6% comme moyenne mondiale et 29% pour les pays à revenu intermédiaire-tranche inférieure (BAM, 2022). Toutefois, le taux de croissance économique du pays ne reflète pas cet effort d'investissement (HCP, 2016). Cependant, et malgré ce niveau remarquable d'investissement (plus de 30% du PIB en moyenne entre 2010-2019), les retombées en termes de croissance économique sont très faibles (3,5% en moyenne entre 2010-2019). Par conséquent, si l'efficacité de l'investissement public fait assez peu débat dans la littérature pour soutenir la croissance économique, la question de la relance économique par l'investissement s'avère plus délicate.

L'augmentation des dépenses publiques d'investissement conduit-il forcément à une relance économique à moyen et long terme ?

Pour répondre à cette question, cet article se propose de dresser dans un premier temps une revue de littérature relative au rôle de l'État dans l'économie, via l'instrument de la politique budgétaire avant présenter, dans

un second temps, la littérature traitant l'impact des dépenses publiques, en particulier les dépenses d'investissement, sur la définition de la trajectoire de la croissance économique.

## **I. L'investissement public comme principal instrument de la politique budgétaire**

L'intervention de l'État dans l'économie est caractérisée par l'utilisation par l'État de la politique budgétaire comme instrument de politique économique et sociale. En effet, la politique budgétaire a été toujours considérée, au cours de la dernière décennie, l'un des principaux déterminants de la trajectoire de la croissance économique dans les économies développées (E. Heyer et R. Sampognaro, 2015). Ainsi, les différentes crises économiques successives ont confirmé cette idée malgré la complexité de l'analyse à cause des interdépendances entre les différentes variables macroéconomiques et les variables financières, ce qui a rendu difficile la mesure de l'impact de la politique budgétaire sur la croissance économique en négligeant celui de la politique monétaire. Par conséquent, les impacts de la politique budgétaire doivent désormais être analysés et mesurés de façon globale.

Le recours à l'instrument de la politique budgétaire pour relancer la croissance économique a marqué le retour des débats sur l'efficacité de l'investissement public, principal instrument de la politique budgétaire. En particulier, Blanchard et Leigh (2013) ont étudié la relation entre les erreurs de prévision de croissance réalisées par le FMI et l'ajustement budgétaire prévu pendant la crise. Les résultats de cette étude ont montré que, dans les économies avancées, il existe une corrélation entre les deux variables. En effet, un ajustement budgétaire planifié plus fort a été associé à une croissance plus faible que prévu. La relation est particulièrement forte, tant sur le plan statistique qu'économique, au début de la crise. L'interprétation des auteurs considère que les multiplicateurs budgétaires étaient sensiblement plus élevés que ce que supposaient implicitement les prévisionnistes.

En outre, le débat sur l'efficacité de la politique budgétaire remonte aux années 1930 entre les partisans de l'interventionnisme de l'État dans l'économie (les keynésiens) et les tenants du laisser-faire (les non-keynésiens). Ainsi, ce débat a été intensifié après la crise financière de 2008 et la crise liée à la Covid-19 de 2020 et porté par deux camps :

- Le camp keynésien qui considère qu'aucune économie n'a jamais pu sortir de la dépression par une politique d'austérité. Cette idée est portée par des prix Nobel d'économie comme Joseph Stiglitz et Paul Krugman, ainsi que des

économistes reconnus, comme Jean Paul Fitoussi et Olivier Blanchard.

- Le camp des non-interventionnistes qui défend l'inefficacité des politiques budgétaires et juge que la solution pour sortir de la crise est le désendettement et l'adoption des mesures structurelles pour améliorer le fonctionnement de l'économie. Ce courant est présenté par des prix Nobel également comme James Buchanan, Edward Prescott et Vernon Smith, ainsi que des macroéconomistes de renom, comme Robert Barro ou David Levine. Selon cette pensée appelée également « la nouvelle théorie anti-keynésienne des finances publiques », la politique budgétaire n'a aucun effet favorable sur l'activité. D'une part, les gouvernements utiliseraient la politique budgétaire à mauvais escient, à des fins électoralistes et non à des fins de régulation. D'autre part, les déficits publics seraient nuisibles en induisant une hausse des taux d'intérêt, en provoquant une baisse de la demande privée et une baisse de l'offre (Creel et al. 2005).

Ainsi, plusieurs auteurs ont étudié l'impact des dépenses publiques, en particulier les dépenses d'investissement, sur le développement économique et social. Dans ce sillage, Edame et Eturoma (2014) ont souligné le rôle positif de l'intervention de l'État dans le développement du capital humain en étudiant l'impact des dépenses publiques sur les infrastructures et la croissance économique dans le secteur de l'éducation au Nigeria. Les résultats de l'étude indiquent que le mauvais financement du secteur de l'éducation a entraîné une faible fréquentation, une mauvaise qualité des élèves, une préparation inadéquate des enseignants à tous les niveaux et un moral bas des enseignants en raison des conditions de base médiocres des services et des bas salaires. Aussi, les résultats ont montré que les dépenses publiques d'éducation ont un impact significatif sur la croissance économique.

D'autres études ont abordé le rôle de l'investissement public comme instrument de la politique budgétaire dans la croissance économique. Steger (2005) considère que les modèles de croissance axés sur la Recherche et Développement (R&D) stimulent une croissance économique dans les pays développés. Svensson (2008) a réalisé un aperçu de la revue de littérature économique traitant les relations entre les investissements publics en R&D et la croissance économique. Il a abordé les aspects positifs et négatifs des différents types de financement public de la R&D et a analysé ce qui différencie la R&D des autres formes d'intrants et pourquoi les effets d'entraînement se produisent.

Les preuves empiriques se concentrent souvent sur des études qui analysent économétriquement l'impact des dépenses publiques de R&D sur la croissance économiques. Guellec et De LaPotterie (2004) introduisent des

facteurs importants pour la croissance. Ces facteurs sont la capacité d'absorption, l'origine du financement, les objectifs socio-économiques du soutien gouvernemental et le type d'institutions publiques qui effectuent la R&D. Bilbao-Osorio et Rodriguez-Pose (2004) présentent des résultats qui indiquent que l'investissement en R&D, dans son ensemble, et l'investissement en R&D dans l'enseignement supérieur dans les régions périphériques de l'UE, en particulier, sont positivement associés à l'innovation. L'existence et la force de cette association dépendent toutefois des caractéristiques socio-économiques spécifiques à la région, qui affectent la capacité de chaque région à transformer l'investissement en R&D en innovation et, finalement, l'innovation en croissance économique.

## **II. L'impact de l'investissement public sur la croissance économique**

Le rôle de l'investissement public et son impact macroéconomique était toujours au cours des débats dans la littérature économique. Les origines de ce débat sont relativement anciennes et remontent au milieu du 20<sup>ème</sup> siècle (Meade, 1952 ; Arrow et al, 1970). Ainsi des études récentes ont contribué au débat et selon lesquelles, l'investissement public productif joue un rôle essentiel dans la croissance économique à moyen et long terme (Barro et al, 1995 ; Berthelemy et al, 1996) et impact positivement le PIB (Pereira, 2000). Toutefois, la vérification empirique de cet impact reste difficile (Gupta et al, 2002).

La dépense publique d'investissement accroît le capital public matériel et immatériel (bâtiments, routes, droits de propriété, équipements, etc.), et par conséquent, favorise la croissance économique. A long terme, une étude réalisée sur la base de 68 études comprenant 578 estimations a montré que l'élasticité de la production à l'investissement public, en mesurant l'effet d'une augmentation du stock de capital public de 1% sur le PIB, varie entre 0,08 et 0,17 (Bom et Lightart, 2014).

À court terme, le multiplicateur budgétaire permet d'estimer l'effet de l'investissement public sur l'activité (PIB par exemple). Plusieurs études ont montré que le multiplicateur de l'investissement public sur le PIB augmente et atteint des valeurs situées entre 1,3 et 2,5.

Hall (2009) a utilisé un modèle dynamique stochastique et d'équilibre général (DSGE) à moyenne échelle pour les simulations de politique budgétaire, et ce, en intégrant deux caractéristiques importantes ; Une structure d'union monétaire à deux pays, ce qui la rend bien adaptée pour simuler des mesures budgétaires prises par des pays relativement grands dans une zone monétaire et un degré notable de désagrégation du côté des dépenses

publiques, en distinguant explicitement les investissements publics (augmentant la productivité), les achats publics et la masse salariale du secteur public. Il a conclu que qu'en termes de pertes de production et d'emplois, la consolidation budgétaire est la moins dommageable lorsqu'elle est réalisée en réduisant la masse salariale du secteur public, alors qu'elle est la plus dommageable lorsqu'elle est réalisée en réduisant l'investissement public. Ainsi, en termes de multiplicateur budgétaire, il est plus élevés - peut-être autour de 1.7 - lorsque le taux d'intérêt nominal est à sa limite inférieure de zéro, comme c'était le cas en 2009.

S'appuyant sur le même modèle (DSGE), Christiano et al. (2011) ont trouvé que le multiplicateur est supérieur à l'unité en temps normal mais insistent sur le fait que ce résultat dépend fortement de la calibration adoptée ainsi que des préférences des agents économiques. Ces résultats ont été confirmés par une étude récente réalisé par Miyamoto et al. (2018), en utilisant une base de données riche sur les prévisions de dépenses publiques au Japon. Il en ressort des nouvelles preuves sur les effets des changements inattendus des dépenses publiques lorsque le taux d'intérêt nominal est proche de la limite inférieure de zéro (ZLB).

**Table 1 :** Principaux travaux sur l'impact de dépenses d'investissement sur la croissance

Auteurs	Modèle	Multiplicateurs de court terme
Hall (2009)	DSGE	1,7
Christiano et al. (2011)	DSGE	2
Creel et al. (2011)	MACRO	1,3
Bouakez et al. (2014)	DSGE	3,8
Kilponen et al. (2015)	DSGE	1,4
Miyamoto et al. (2018)	SEE	1,5
Gaspar et al. (2020)	SEE	2,7

**Source :** X. Ragot, (2016) « Investissement public, Capital public et Croissance », OFCE, Policy Brief

Le taux élevé du multiplicateur en période de crise peut être expliqué par une plus forte propension moyenne à consommer dans la population, et ce à cause de l'augmentation du taux de chômage et de l'inflation, et par conséquent l'incapacité des ménages à épargner (Le Garrec et Touzé, 2021). D'autres études s'intéressaient à l'impact des dépenses publiques d'investissement sur la croissance économique dans les pays en voie de développement. Au Mexique, en utilisant une fonction néoclassique modifiée

de la production, Nazmi et Ramirez (1997) ont démontré un effet positif de l'investissement public et privé sur la croissance sur la base des données couvrant la période 1950-1990. En effet, il existe une relation de complémentarité entre l'investissement public et privé dans les pays en voie de développement, et un niveau d'investissement public insuffisant, particulièrement en infrastructure, peut entraver la croissance économique (Serven et al.1993).

### **III. Effet d'éviction : principale contrainte de la relance par investissement**

L'investissement public constitue la pierre angulaire de l'ensemble des plans de relance post crise aussi bien dans les pays développés que les pays émergents et en voie de développement. Cependant, l'augmentation des dépenses publiques ordinaires à cause des aides directs octroyés aux ménages ainsi que la diminution significative des recettes ordinaires ont affecté directement les capacités de financement des projets d'investissements des pays. Ces derniers font appel à l'endettement pour le financement de leurs investissements, et par conséquent, de leurs plans de relance. Toutefois, le financement des dépenses publics d'investissement par l'endettement peut avoir un effet d'éviction<sup>5</sup> sur l'investissement privé en augmentant et par conséquent réduire le taux de croissance. Creel et al. (2015) ont abordé l'impact de l'investissement public sur l'économie, en se focalisant en particulier sur son lien direct avec l'investissement privé et en utilisant un ensemble d'exercices statistiques pour établir la nature et la direction de ce lien. En effet, les corrélations simples ont montré que l'utilisation de données brutes ne permet pas de détecter une relation nette immédiate. Les auteurs ont constaté l'existence d'effets d'éviction pour certains pays (Etats-Unis et Allemagne) dans le cas où le taux d'endettement est supérieur à un certain seuil.

Pereira et Andraz (2013) ont étudié le l'impact de l'investissement public en infrastructure sur l'économie, et ont montré que l'investissement public affecte les performances à long terme du secteur privé d'une manière plutôt déséquilibrée entre les secteurs d'activité et les pays étudiés. Il contribue donc de manière importante aux changements dans la composition régionale et industrielle de l'économie et peut contribuer à la concentration de l'activité économique dans les secteurs et les régions les plus importants. Une autre étude réalisée par Voss (2000), sur le lien entre l'investissement public et privé aux États-Unis et Canada, a montré l'existence d'un effet d'éviction et l'absence d'une relation de complémentarité et d'entraiment

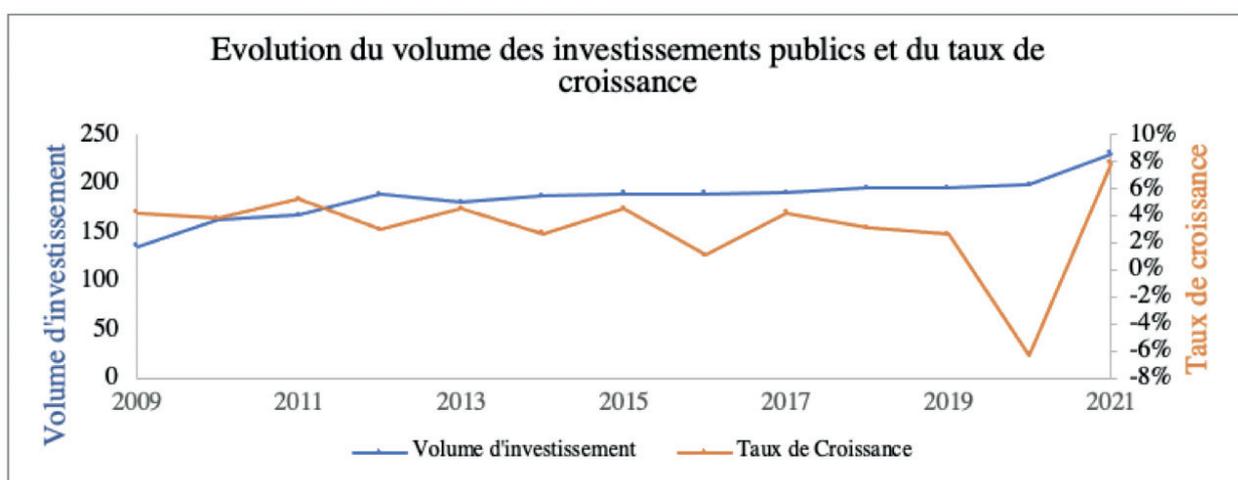
---

<sup>3</sup> Le financement de l'investissement public par la dette augmente le coût du capital et réduit ainsi le taux de rendement après déduction de l'impôt sur l'investissement privé, ce qui conduit à la diminution de l'investissement privé, affectant finalement le taux de croissance économique.

entre l'investissement public et privé.

#### IV. L'investissement public et son impact sur la croissance au Maroc

Les dépenses publiques d'investissement au Maroc ont connu une forte augmentation au cours de la dernière décennie. En effet, l'investissement public contribue significativement à l'effort d'investissement du pays. En 2019, les administrations publiques (Administration centrale, Administrations publiques locales et Administrations de sécurité sociale) représentent 19% de l'investissement. Ce niveau est plus encore important si l'effort des établissements et entreprises publiques est pris en compte (BAM, 2020). En outre, les données des finances publiques indiquent que l'investissement public a atteint 245 milliards de dirhams dans la loi de finances 2022 après 230 milliards dans celle de 2021 et 198 milliards en 2020 (MEF, 2022). En sus, en 2023, le Maroc envisage poursuivre sa dynamique d'investissement public avec une enveloppe budgétaire allant jusqu'à 300 MMDH malgré le contexte actuel marqué par une situation économique, national et international, ralentie suite à la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales et des taux d'inflation élevés (HCP, 2022).



Évolution du volume des investissements publics et du taux de croissance au Maroc entre 2009 et 2021, Ministère de l'Économie et des Finances, 2020

Malgré l'augmentation qu'a connue le niveau d'investissement public, son impact sur la croissance économique est mitigé (Figure 1). Ainsi, certaines recherches récentes se sont intéressées à l'impact économique des dépenses publiques d'investissement. Obad et Jamal (2016) ont mené une étude sur l'impact des dépenses d'investissement sur la croissance économique en utilisant l'approche ARDL (Autoregressive Distributed Lag). Les auteurs ont

conclu l'existence d'un impact négatif des dépenses publiques sur la croissance économique. En outre, Elalaoui et Hefnaoui (2016) ont constaté que l'effet des dépenses d'investissement sur le PIB est négatif, ce qui est expliqué par le faible volume des dépenses d'investissement affectées aux secteurs ayant un impact direct sur la production à savoir l'infrastructure, l'éducation et recherche et développement, et le financement de ces dépenses par l'emprunt ainsi qu'à leur caractère improductif.

Une étude réalisée par Bourouane B. et laïch M.H (2020) ont montré que l'impact de l'investissement sur la croissance économique est jugé faible à court terme mais non significatif à long terme. Ce résultat a été affirmé par une étude réalisée par Azeroual M. et Oumansour N. (2019) sur la base du modèle ARDL pour la période 1990-2015. En fait, ces études présentées ci-haut, concluent l'existence d'un impact positif des dépenses publiques de l'investissement. Dans ce sens, les sections suivantes seront consacrées à l'analyse des dépenses publiques d'investissement au Maroc et leur impact sur la croissance économique.

## Conclusion

La relance économique via l'investissement public constitue le principal déterminant de la relance économique post covid-19. Il joue également un rôle essentiel pour le développement économique et le retour de la confiance. Son effet multiplicateur est plus important durant les périodes de forte incertitude.

Cette étude a pour objectif de présenter un aperçu de la revue de littérature traitant l'investissement public et son impact sur la croissance économique. Elle a passé en revue le rôle de l'investissement public et son multiplicateur en période de crise et son niveau à court, moyen et long terme. Ensuite, elle a abordé l'impact de l'effort d'investissement public sur le taux de croissance économique dans les pays en voie de développement et en particulier au Maroc.

La littérature étudiée a montré l'importance des investissements publics (Administrations centrales, entreprises et établissements publics et collectivités territoriales) pour stabiliser et relancer l'économie. Ainsi, le multiplicateur de l'investissement public sur le PIB augmente et atteint des valeurs situées entre 1,3 et 2,5.

En outre, les études présentées dans cet article ont montré l'effet positif de l'investissement public sur la croissance économique aussi bien dans les pays développés que les pays en voie de développement. Cependant, l'investissement public peut engendrer un effet d'éviction s'il est financé à des

niveaux élevés par l'emprunt.

Au Maroc, l'augmentation en volume d'investissement public n'a pas été accompagnée par une amélioration du taux de croissance économique. Les études réalisées sur le cas du Maroc ont montré le faible impact des dépenses publiques d'investissement sur la croissance économique. Cependant, les simulations du Fonds Monétaire International (2020) suggèrent que, durant les périodes de forte incertitude, une augmentation de l'investissement public de l'équivalent d'un point du PIB pourrait induire une augmentation de 2,7 % du PIB, de 10% de l'investissement privé et de 1,2 % de l'emploi. Cela motive le choix du pouvoir gouvernemental marocain de l'investissement comme le principal levier de son plan de relance post crise pour améliorer son développement économique et social.

## BIBLIOGRAPHIE

### 1. Articles :

- Arrow, K. J., & Kurz, M. (1970). Optimal growth with irreversible investment in a Ramsey model. *Econometrica: Journal of the Econometric Society*, 331-344.
- Barro, R. J. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of political economy*, 98(5, Part 2), S103-S125.
- Barro, R. J. (1995). Inflation and economic growth.
- Berthélemy, J. C., & Varoudakis, A. (1996). Quelles politiques pour un décollage économique ?
- Bilbao-Osorio, B., & Rodríguez-Pose, A. (2004). From R&D to innovation and economic growth in the EU. *Growth and Change*, 35(4), 434-455
- Blanchard, O. J., & Leigh, D. (2013). Growth forecast errors and fiscal multipliers. *American Economic Review*, 103(3), 117-20.
- Bom, P. R., & Ligthart, J. E. (2014). What have we learned from three decades of research on the productivity of public capital? *Journal of economic surveys*, 28(5), 889-916.
- Bouraouane, B. & Laich E. H. (2020). Investissement public et croissance économique au Maroc : approche par modèle ARDL. *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit*.
- Christiano, L., Eichenbaum, M., & Rebelo, S. (2011). When is the government spending multiplier large? *Journal of Political Economy*, 119(1), 78-121.
- Creel et al. (2005). Doit-on oublier la politique budgétaire ? Une analyse critique de la nouvelle théorie anti-keynésienne des finances publiques. *Revue de l'OFCE*, (1), 43-97.
- Creel et al. (2005). Une analyse empirique du lien entre investissement

public et privé. Revue de l'OFCE

- Aurissergues, E., Blot, C., & Bozou, C. (2021). Les États-Unis vers la surchauffe ?. *Economics*, 4.
- E. Heyer et R. Sampognaro, (2015). L'impact des chocs économiques sur la croissance dans les pays développés depuis 2011. *Revue de l'OFCE*, n° 138, juin
- Edame, G. E., & Eturoma, A. D. (2014). The determinants of public expenditure on educational infrastructural facilities and economic growth in Nigeria. *Journal of Business Management and Economics*, 5(6), 152-161.
- Elalaoui, J., & Hefnaoui, A. (2018). L'impact des dépenses publiques sur la croissance économique: approche par le modèle ARDL Cas du Maroc. *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit*, 2(3). Maroc, ISSN : 2550-469X. N° 6
- Guellec, D., & Van Pottelsberghe de la Potterie, B. (2004). From R&D to productivity growth: Do the institutional settings and the source of funds of R&D matter? *Oxford bulletin of economics and statistics*, 66(3), 353-378.
- Gupta, S., Clements, B., Guin-Siu, M. T., & Leruth, L. (2002). Allègement de la dette et dépenses de santé publique dans les pays pauvres très endettés. *Bulletin de l'Organisation Mondiale de la Santé: recueil d'articles 2002*; 7: 128.
- Hall, R. E. (2009). By how much does GDP rise if the government buys more output? (No. w15496). National Bureau of Economic Research.
- Le Garrec, G., & Touzé, V. (2021). Le multiplicateur d'investissement public. *Revue de l'OFCE*, 175(6), 5-32.
- Meade, J. E. (1952). External economies and diseconomies in a competitive situation. *The economic journal*, 62(245), 54-67.
- Miyamoto, W., Lan Nguyen T., & Sergeyev D. (2018). Government Spending Multipliers under the Zero Lower Bound: Evidence from Japan. *American Economic Journal: Macroeconomics*, 10 (3): 247-77
- Nazmi, N., & Ramirez, M. D. (1997). Public and private investment and economic growth in Mexico. *Contemporary Economic Policy*, 15(1), 65-75.
- Obad, J., & Jamal, Y. (2016). L'impact des dépenses publiques sur la croissance économique au Maroc : Application de l'approche ARDL. *International Journal of Innovation and Applied Studies*, 16(2), 444.
- Oumansour, N. E., Azeroual, M., & Bahij, S. (2019). Les Transferts de Fonds des Migrants vers l'Afrique exercent-ils un effet de Levier sur l'Investissement et sur la Croissance économique? Do Migrant Remittances to Africa Leverage Investment and Economic Growth?
- Pereira, A. M. (2000). Is all public capital created equal? *Review of Economics and Statistics*, 82(3), 513-518.
- Pereira, A. M., & Andraz, J. M. (2013). On the economic effects of public infrastructure investment: A survey of the international evidence. *Journal of*

economic development, 38④, 1-37.

- Ragot X. (2016). Le retour de l'Économie keynésienne. Revue d'économie Financière.